

OPINION

magazine.union@sonapresse.com

Nouveau pacte financier mondial : construire ensemble un système financier international plus réactif, plus juste et plus solidaire

Par Alexis LAMEK*

Le monde d'aujourd'hui est marqué par des défis nouveaux, en particulier le creusement des inégalités, le dérèglement climatique, l'érosion de la biodiversité et les enjeux de santé publique. L'architecture financière internationale, héritée de l'après-guerre, n'est plus adaptée et les réponses apportées par la communauté internationale sont fragmentées, partielles et insuffisantes. D'une part, les ressources déployées par les institutions de développement ne délivrent pas tout leur potentiel. D'autre part, le renchérissement des conditions de financement et l'accroissement de l'endettement freinent les investissements dans les pays qui en ont le plus besoin.

La solidarité internationale est plus que jamais indispensable dans un contexte de multiplication des crises. Pour permettre de sortir de la crise Covid, faire face aux conséquences de l'agression russe en Ukraine, notamment en matière de sécurité alimentaire et énergétique, et financer le coût très élevé de la transition climatique et les conséquences des événements climatiques extrêmes, un changement d'échelle s'impose. Deux risques majeurs pèsent sur l'avenir de notre planète : d'abord un soutien insuffisant au développement et à la protection des biens publics mondiaux, faute de ressources mobilisées et, surtout, un risque de fragmentation du monde, dans un moment où nous avons plus que jamais besoin d'un multilatéralisme

efficace et d'une coopération renforcée.

Nombreux sont ceux qui partagent avec la France ce constat et souhaitent porter cette même conviction : nous devons agir vite et ensemble pour corriger les déséquilibres et injustices qu'engendrent ces fractures. Nous appelons donc aujourd'hui à une révision de notre logiciel et à un choc de financement. Nous devons faire évoluer, ensemble, notre système financier international pour qu'il soit plus réactif, plus juste et plus solidaire, pour lutter contre les inégalités, financer la transition climatique et la protection de la biodiversité, et atteindre les objectifs du développement durable adoptés par les Nations unies.

C'est l'objectif du Sommet pour le Nouveau Pacte financier mondial, qui se tient à Paris, ces 22 et 23 juin et auquel le président Ali Bongo Ondimba participe. Ce sommet se veut inclusif – chaque pays, chaque sensibilité, chaque proposition pourra s'exprimer. Il s'inscrit dans une dynamique nouvelle : la réforme de la Banque mondiale, la présidence indienne du G20 puis celle du Brésil, les engagements pris lors des COP sont autant de signes de ce nouvel élan. Et des solutions tangibles ont déjà été amorcées : le Club de Paris et le G20 ont lancé en 2020 une nouvelle initiative de traitement de la dette, et la France joue un rôle pivot au sein de ce "Cadre commun". Nous avons proposé et obtenu la mobilisation de 100 Md\$ de droits de tirage spéciaux du FMI au profit des pays les plus vulnérables. Tous les pays qui le peuvent doivent désormais prendre leur part à cet effort. Plusieurs banques multilatérales de développement ont commencé à répondre aux demandes du G20, en mettant en œuvre de premières mesures pour augmenter leur capacité de prêt. Mais il faut aller plus loin. Nous allons porter un agenda de ré-



Photo : Jocelyn Abila

Le clin d'œil de *Lybek*



formes des banques de développement et du FMI pour mieux financer les pays qui en ont le plus besoin ainsi que les défis globaux. Il s'agit également de mobiliser davantage de financements privés à travers des mécanismes de garantie et de partage des risques pour soutenir le secteur privé local et les infrastructures durables. Cela suppose une mobilisation plus forte de nos instruments les plus innovants, publics et privés. Pour être plus efficaces, nos institutions financières internationales doivent pouvoir s'engager encore davantage qu'elles ne le font actuellement pour travailler ensemble, tout en mobilisant

mieux l'épargne privée. Pour être plus inclusifs, nous devons, surtout, donner une voix plus importante à chaque pays dans les enceintes internationales. La participation de nombreux chefs d'État et de gouvernement au sommet donnera l'impulsion nécessaire pour les transformations qui s'imposent. Nous n'avons pas à choisir entre la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences, et la protection de la biodiversité. La transition juste est la seule réponse.

* Ambassadeur de France au Gabon